



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Personnel : Cote-d'Or

Question écrite n° 59822

Texte de la question

M Louis de Broissia appelle l'attention de M le ministre des affaires sociales et de l'intégration sur la situation des employes et des cadres des organismes sociaux de la Cote-d'Or. Ceux-ci déplorent que l'accord sur la classification negocié avec l'UNCANSS et les organisations syndicales ne soit toujours pas agréé. Cette situation est d'autant plus regrettable que ce protocole d'accord, s'il était signé, permettrait l'institution d'un salaire d'embauche correspondant au premier coefficient de la hierarchie professionnelle, le deblocage des carrieres des employes et des cadres et le reclassement de tous les techniciens au meme coefficient. En consequence il lui demande de bien vouloir lui indiquer les raisons d'un tel blocage, et les mesures qu'il entend prendre pour repondre favorablement aux legitimes aspirations de ces professionnels qui rendent d'immenses services a la collectivite.

Texte de la réponse

Reponse. - Les projets de nouvelle classification des agents de la securite sociale sont un sujet auquel le Gouvernement accorde toute son attention. Des negociations ont ete menees entre les syndicats de salaries et l'UNCANSS et ont abouti a un protocole d'accord, soumis a l'agrement du ministre des affaires sociales et de l'integration, comme le prevoit le code de la securite sociale (art L 123-1). Il appartient au ministre, sauf a remettre en cause les competences de l'Etat, qui assure la tutelle sur les organismes de securite sociale, d'accepter ou de refuser cet accord. Il a ete fait part aux negociateurs, des reserves du Gouvernement relatives a ce protocole. Afin de lever toute ambiguite quant aux incidences financieres de l'accord, le ministre a charge l'inspection generale des affaires sociales de proceder a une expertise a ce sujet. Le Gouvernement ne prendra pas de decision avant d'avoir les resultats de cette mission.

Données clés

Auteur : [M. de Broissia Louis](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 59822

Rubrique : Securite sociale

Ministère interrogé : affaires sociales et intégration

Ministère attributaire : affaires sociales et intégration

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 juillet 1992, page 3077